



Vitrine F-Information, mars 2008

ASPASIE est une association de solidarité qui défend les droits des personnes dans le travail du sexe.

Elle offre une structure de contact, d'information et de prévention dans les différents lieux de travail du sexe de Genève.

Elle appuie et soutient les personnes concernées par la prostitution qui font appel à son service d'aide psycho-sociale.

Elle informe et sensibilise tout public intéressé sur les questions liées à la prostitution.

Les acteurs et actrices d'Aspasie

L'association est soutenue par un **comité d'honneur** dont nous remercions ici les membres pour leur appui fidèle à notre mission, en particulier : Madame Liliane Maury Pasquier et Messieurs Sandro Cattacin, Daniel Halpérin, Albert Rodrik, Carlo Sommaruga. Pierre-François Unger.

L'équipe permanente (4 EPT*) *EPT = Equivalent Plein Temps	Marie-Jo Glardon Caroline Gomez Keizer Isabelle Lauper Joanna Pióro Ferrand	Marianne Schweizer Mireille Wehrli Stéphane With Emmanuelle Bauer, stagiaire
Les collaborateurs / trices des projets (1,5 EPT)	Aleksandra Canart (APM) Fabian Chapot (MSW, FXW, DJ) Jenny Fer (APM) Chantal Morach (APM) Alexandra von Rulach (DJ) ----- Carla Schiess, volontaire de l'accueil Zlata Salihbegovic, impôts	Yamada Nakaoka (APM, BOULEVARDS) Nada Iben Saada (APM, BOULEVARDS) Elodie de Weck -----
Le Comité	Sylvie Mathys, présidente Marie Anderfuhren Karine Baud Milena Chimienti Véréna Clausen Àgi Földhàzi	Laura Giardini Isabelle Graf Jeanne Gribi Rolando Lopez Claudette Plumey Ester Teodoro
Le Bureau - contrôle de gestion et politique du personnel	Sylvie Mathys Marie Anderfuhren Isabelle Graf	Véréna Clausen Marie-Jo Glardon Isabelle Lauper
Le Groupe de travail FxW.CH	Fabian Chapot Diane Zwygart Cyril Chaudat Àgi Földhàzi	Ester Teodoro Mireille Wehrli Claudette Plumey
Appui et ressources juridiques	Sylvie Mathys Christophe Jakob	Caroline Gomez Keizer
Liens avec les associations genevoises engagées dans la solidarité sociale: RAP, Réseau Femmes, Coordination VIH sida	Véréna Clausen	Rolando Lopez Stéphane With
Réseau national et international PROCORE, Female Sexwork OFSP, Assises de la prostitution, TAMPEP, ICRSE, NSWP	Claudette Plumey Marianne Schweizer	Nada Iben Saada Yamada Nakaoka
Collaboration avec l'Association du Centre Grisélidis Réal de documentation internationale sur la prostitution	Albert Rodrik, président Rolando Lopez Claudette Plumey	Elodie de Weck, permanente Marianne Schweizer Christoph Jakob
Sexualité et Handicaps	Joanna Piorrò Ferrand	Claudette Plumey Stéphane With

Table des matières

Les acteurs et actrices d'Aspasie	2
Table des matières	3
Editorial 2008	4
L'année en bref	5
Mars 08: Les EXPERTS se présentent à l'Usine	5
Juin 08: la frénésie EUROFOOT	6
Décembre 08: Emménagement du Centre Grisélidis Réal	8
Les projets de proximité 2008	8
Statistiques des projets de proximité 2008	9
Commentaires sur le projet Aspasie Prévention Migrantes (APM)	10
BOULEVARDS 08	11
L'offre "soutien et accompagnement"	12
Bénéficiaires 2007 - 2008 selon le lieu de travail et l'âge moyen	12
Expertise, collaborations, documentation	15
Engagement international	15
Avis d'ASPASIE sur le projet de loi genevoise sur la prostitution	16
L'approche de la traite des femmes depuis le terrain: prévenir les violences dans le travail du sexe, soutenir les personnes impliquées	17
Bibliographie sur la problématique de la traite	18
Les comptes 2008	19
FairSexWork: un travail du sexe respectueux, un travail du sexe respecté!	22
Potos: André Chatelain, Laurence Favre, Marianne Schweizer	

Editorial 2008

Beaucoup de discours publics ont animé la République sur la question de la prostitution en 2008. Un souci de bien faire a incité plusieurs initiatives de députés qui demandent des réponses à leurs questions et une ligne politique: deux interpellations, un rapport de la Commission judiciaire et de police, et finalement le lancement d'un projet de loi genevoise sur la prostitution destiné à servir de nouvelle base légale en matière de surveillance et de répression des abus dans ce domaine.

La loi qui sera discutée en 2009 au Grand Conseil codifie une pratique de contrôle policier qui s'est instaurée au cours des dernières années pour les salons et autres lieux de travail du sexe: les responsables de salons s'annoncent à la police, annoncent les personnes qui travaillent dans leurs locaux, doivent s'assurer qu'elles ont un permis de travail, sont responsables et garants du respect de leurs droits. Selon le modèle de certaines législations cantonales adoptées ces dernières années en Suisse romande, le projet de loi qui sera examiné par le parlement prévoit la collaboration des autorités compétentes avec les associations dont le but est de venir en aide aux personnes exerçant la prostitution, notamment par un échange d'information en matière de prévention sanitaire et sociale ou de mesures visant à favoriser la réorientation professionnelle.

Mis à part quelques modifications de forme, le projet de loi ne reprend aucune des observations présentées par ASPASIE dans la prise de position transmise à fin novembre 2008 aux Département des institutions concernant l'avant-projet (mise en ligne sur le site ww.aspasie.ch).

L'EURO 08 a réactivé les lobbyistes pour lesquels le football, les clients du sexe tarifé et la traite des femmes constituent un seul et même sujet. Nous doutons de la légitimité de cet amalgame, et c'est pourquoi ASPASIE s'est investie dans la manifestation théâtrale des EXPERTS - TRAITE DES FEMMES qui nous invitait à réfléchir de manière critique sur ce sujet complexe.

Les réserves formulées par ASPASIE à l'occasion des débats sur la traite concernent uniquement les approches qui préconisent l'interdiction de la prostitution comme moyen de combattre ce phénomène. Les personnes vulnérables arrivées dans l'industrie du sexe faute d'autres moyens de gagner leur vie ont des besoins spécifiques de soutien et de prévention. Elles sont souvent dans des situations qui leur laissent peu de choix, constituant ce qu'on définit parfois comme un "continuum" de violences, certaines ayant un caractère pénal, d'autres économique, d'autres moral et psychologique. Notre travail de prévention, d'information et de soutien s'inscrit dans une stratégie orientée sur la défense des droits fondamentaux et l'accès à l'aide médico-sociale. ASPASIE est donc partie prenante de la lutte contre la traite à travers des programmes visant à augmenter l'accès à l'information, à la prévention, aux soins et à l'aide psycho-sociales de toutes les personnes prostituées. Le travail de proximité et de mise en confiance est une voie pour approcher les victimes potentielles de situations de contrainte, de violence ou de traite et les soutenir dans leurs démarches pour faire valoir leurs droits. Sur le terrain, nous devons constater que de nombreuses femmes préfèrent supporter des pressions importantes plutôt que de se lancer dans des actions en justice hasardeuses dont elles ont des raisons de craindre les conséquences nocives, notamment le risque d'être rapatriée dans leur pays d'origine sans leur accord. Nous espérons que les mécanismes de coopération cantonale qui se mettent en place permettront d'améliorer la prévention et la qualité du soutien aux femmes concernées.

FxW.ch

Le nouveau projet d'ASPASIE en 2008 attaque frontalement un vieux problème. L'emploi automatique du préservatif dans les rapports tarifés a toujours autant de peine à s'imposer, à cause de la demande mal renseignée de nombreux clients, et aussi sous l'influence de l'air du temps - concurrence, pression, banalisation des IST ... Le TOUJOURS AVEC est devenu minoritaire dans la publicité érotique qui évolue plutôt vers l'inflation des offres de prestations affublées de qualificatifs ne variant que pour dire toujours la même chose: prise de risques!

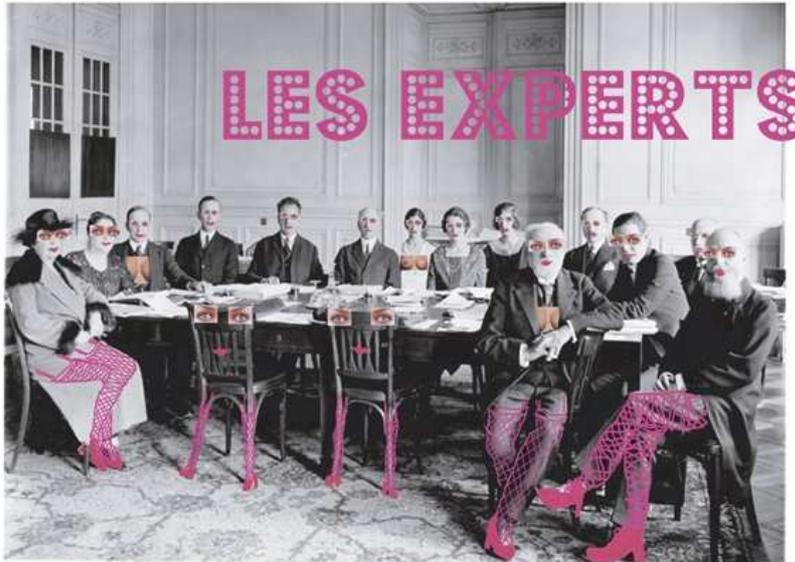
Le groupe de promotion du site FxW.ch a décidé de porter un grand coup pour redresser la tendance. La bannière TOUJOURS AVEC se positionne sans tabou en faveur du FAIR SEXWORK rassemblant dans une plate-forme unique les quatre partenaires concernés: clients, publicitaires, patrons de salon et travailleuses (-eurs) du sexe.

Sylvie Mathys, présidente

L'année en bref

Mars 08: Les EXPERTS se présentent à l'Usine

Une bande d'experts et de chercheurs font alliance avec des associations et des femmes travailleuses du sexe pour mettre en scène l'origine des sens et contre-sens des campagnes qui mélangent dans un pot commun la lutte contre les violences envers les femmes, la condamnation de toute prostitution, la répression des migrantes clandestines, fondées sur des conventions internationales traitant et maltraitant la traite des femmes, et des sursauts nationaux qui les accommodent à leur sauce.



Réalisés par une trentaine d'acteurs et actrices, activistes, parmi eux des travailleuses du sexe, LES EXPERTS ont été animés par Adeline Rosenstein, spécialiste des mises en scène marathon, des troupes éphémères et du théâtre de réflexion sur fond burlesque.

Grâce à trois représentations au Théâtre de l'Usine plein comme un œuf, assorties d'un débat et d'une exposition, des centaines de personnes prennent conscience que le CONCEPT de LA TRAITE des ETRES HUMAINS a une histoire complexe et fort manipulée. La confusion trop répandue entre la traite des êtres humains (dont 75% ne concernent pas l'industrie du sexe, mais d'autres secteurs économiques), la prostitution et la migration, crée un climat de peur et de méfiance préjudiciable à toutes les femmes.

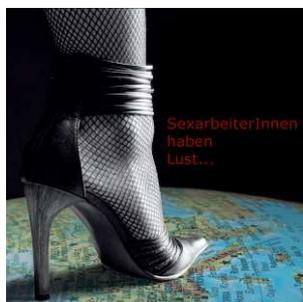
L'événement fut important, et nous regrettons que la presse ait eu si peu à en dire. Apparemment, la réflexion proposée est difficile à faire passer au grand public, tellement le sujet touche d'abord au cœur et aux tripes. Face aux images de femmes violentées qui surgissent automatiquement lorsqu'il est question de traite, il est bien difficile de prendre la distance nécessaire pour réfléchir intelligemment à une vraie stratégie de prévention. Le simple fait d'affirmer qu'il y a bien quelque chose de pourri sur la planète anti-traite pavée de bonnes intentions place immédiatement son auteur au rang des suspects, des potentiels affreux clients, ou encore des alliés stipendiés par le proxénétisme international. C'est donc un défi peu à la mode que d'oser démonter les préjugés orchestrés par une longue tradition d'amalgame douteux associant toute prostitution à la violence envers les femmes. Chercheurs et journalistes qui tentent d'y voir plus clair sans préjugés sont rares et précieux. Un grand MERCI à tous les courageux qui se sont lancés avec nous dans l'aventure des EXPERTS, ainsi qu'aux financeurs qui nous ont fait confiance: Loterie romande, Ville de Genève, Etat de Genève (DIP), Fonds mécénat des SIG.

Voir sur www.aspasie.ch: le descriptif complet du projet et ses références scientifiques publiées aussi in: Traite et prostitution: discours engagés et regards critiques (1880-2008) Sous la direction de Jean-Michel Chaumont. Recherches sociologiques et anthropologiques vol XXXIX, no 1, 2008

Juin 08: la frénésie EUROFOOT

Prostitution et football

C'est confirmé! Aucun rapport entre la prostitution et le foot. La légende des 40 000 clients qui devaient faire la queue devant les bordels clandestins préparés par les trafiquants au mondial de 2006 a-t-elle été suffisamment réfutée? Il faut croire que non puisque les activistes de la lutte contre la traite ont remis ça pour couvrir l'EUROFOOT. Les associations d'aide et de prévention essaient de convaincre la Campagne suisse que la défense des victimes de la prostitution forcée n'a pas besoin de suivre le calendrier du football international pour faire valoir ses revendications. Nous avons donc soutenu les objectifs de la campagne EURO08 - un droit d'asile automatique aux victimes de prostitution forcée et des mécanismes de coopération pour améliorer les dispositifs sur le terrain - tout en affirmant certaines réticences sur la forme de la campagne. Citons l'exemple du spot dont la projection prévue dans les stades n'a pas eu le succès escompté... Quel est le sens de promouvoir l'image stéréotypée d'une migrante violentée jetée sur un marché du sexe aux mains de bandes de trafiquant maffieux ... Une telle image ne reflète en rien la situation que nous observons en Suisse, et va dans le sens contraire d'une stratégie réaliste de prévention, qui passe par la reconnaissance des droits fondamentaux liés au travail du sexe, reconnu comme un travail.



En Autriche, où se jouait l'autre moitié d'Eurofoot, les Associations (LEFÖ et alliés) ont énoncé d'autres perspectives, par des conférences et une campagne d'affiches affirmant...

SEXARBEITERINNEN HABEN LUST... AUF IHRE RECHTE !

Une belle devise difficile à traduire:

LES TRAVAILLEUSES DU SEXE ONT DU DESIR POUR... LEURS DROITS !

Tout ce bruit fut néanmoins l'occasion de recevoir un soutien financier de l'ASS pour des actions populaires permettant à la prévention et au sexe tarifé d'être présents dans la rue et dans la fête.

Prévention dans les fanzones

Le programme de prévention auprès des clients a été particulièrement actif en 2008, pris dans la mêlée des multiples initiatives de prévention et autres messages en direction des foules de fans et spectateurs qui ont occupé les rues durant l'EUROFOOT de juin 2008. Le projet DON JUAN a bénéficié de fonds supplémentaires de la part de l'ASS pour faire des actions de sensibilisation dans les "fan zones", l'idée de départ étant le lien supposé entre les supporters de football et le travail du sexe. Ce lien s'est avéré discutable sur le terrain, occupé par une population fort mélangée. Par contre, les équipes de prévention ont rapidement ajusté le matériel à distribuer pour avoir un impact sur les jeunes gens ainsi que des contacts avec un public varié, que l'ambiance permettait d'aborder et d'interpeller sur les thèmes de la prévention du sida et du travail du sexe.



Durant la période de l'EUROFOOT, 6 interventions d'équipe ont rayonné à partir du stand de prévention de la "fanzone" Plainpalais pour aborder la foule des supporters. 5000 préservatifs ont été distribués, annonçant STOP AIDS sous la forme d'un ballon de foot rose encapuchonné avec l'adresse des sites lovelife.ch et don-juan. Dans les stands, le quizz sida permet d'engager des conversations plus approfondies.



Les équipes de Plainpalais ont eu un peu de mal avec la distribution des cartes postales du client FAIRPLAY spécialement éditées par l'ASS pour l'EUROFOOT - dont l'humour visuel n'a pas toujours très bien passé dans le public latin. Aspasia a activement participé à la rédaction des règles du client éditées spécialement pour l'occasion. Le public genevois s'est avéré bien plus sensible aux charmes de la brochure "Envie de sexe".

Soirées DON JUAN aux Pâquis

DONJUAN (prévention clients) a profité de l'ambiance des actions EUROFOOT pour lancer la nouvelle formule du projet sous forme de visites régulières dans les bars à champagne genevois. Les cinq soirées d'action réparties sur toute l'année ont permis de contacter les propriétaires d'établissement qui ont été intéressés par la démarche et ont apprécié le design et le contenu des brochures "ENVIE DE SEXE". Les établissements ont été recontactés, afin de savoir comment les brochures offertes sur les présentoirs ont été reçues par les clients et pour alimenter la collaboration avec ces établissements à long terme.

Les entretiens en face à face avec les clients ont été complétés par l'installation de présentoirs du dépliant ENVIE DE SEXE, bien reçu et bien accepté dans une dizaine d'établissements.

Les 5 règles du CLIENT FAIRPLAY

1. La courtoisie, le respect et une apparence soignée facilitent le contact.

2. L'alcool désinhibe mais diminue la libido. Moins on boit, plus on prend son pied.

3. Tenez votre parole. Respectez toujours ce qui a été convenu, à commencer par le prix.

4. Si la prostituée travaille contre son gré ou si elle est sous pression, consultez www.don-juan.ch pour des adresses d'aide.

5. Préservatif ou préservatif, vous avez le choix: celui de la bonne taille. Mais jamais sans!

Conseils et informations pour les clients du sexe tarifé: www.don-juan.ch



Décembre 08: Emménagement du Centre Grisélidis Réal



Le 17 décembre 2008, Journée internationale des travailleuses du sexe contre la violence, le Centre Grisélidis Réal de Documentation internationale sur la prostitution ouvre ses portes au **6 Rue AMAT** - une arcade attribuée par la Ville de Genève.

L'association s'est constituée en bonne et due forme pour engager ses premiers travaux, grâce à beaucoup de soutien professionnel et bénévole ainsi qu'une collaboration avec la Haute Ecole de Gestion - Filière Information documentaire. Les recherches de fonds continuent activement, et les premiers dons ont permis de financer en partie le poste de la permanente.

En attendant la base de données documentaire en construction, base de donnée qui sera disponible sur site internet, vous pouvez prendre des nouvelles à:

centregriselidisreal@gmail.com

Les projets de proximité 2008

Les projets de proximité organisent des contacts d'information et de prévention directement sur les lieux de travail du sexe.

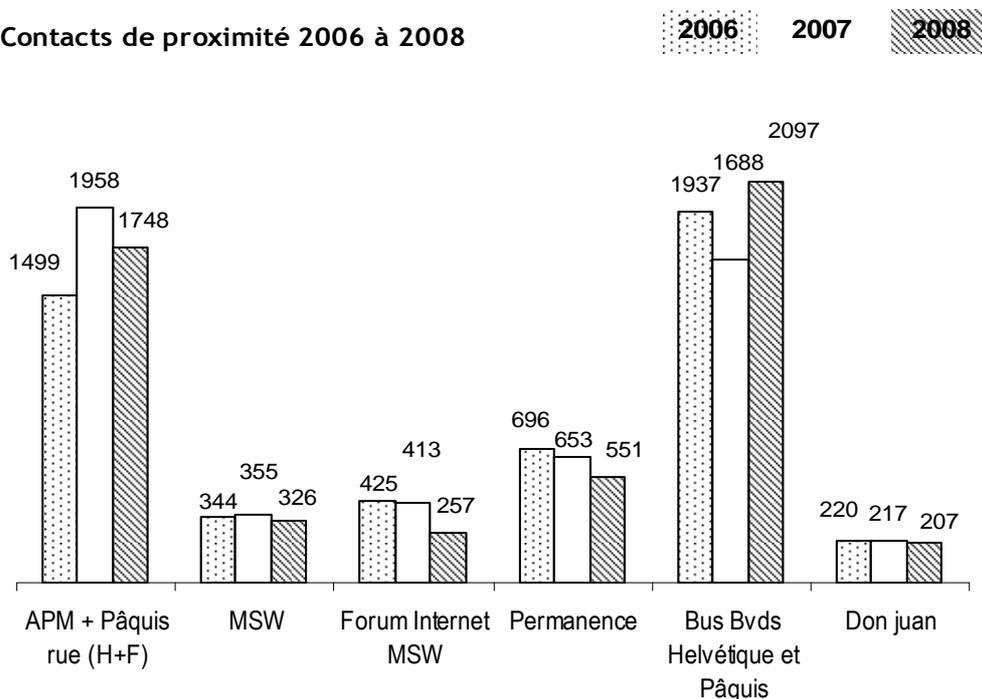
Notre objectif:

Réduire les risques de santé et prévenir la transmission du VIH et des MST auprès des groupes de personnes travailleuses du sexe particulièrement vulnérables.

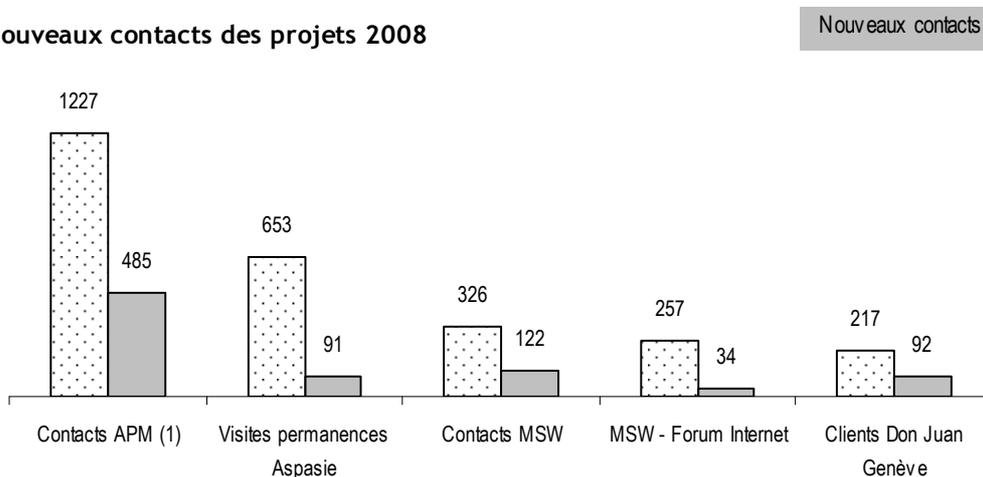
- **APM** (Aspasie Prévention Migrantes) organise les visites de prévention des médiatrices culturelles dans les salons, bars, cabarets, ainsi que les tournées de rue en relation avec la présence de nuit du minibus Boulevards aux Pâquis.
- **MSW** (MaleSexWork) et le Forum Internet **MSW** organise des contacts avec les travailleurs du sexe masculins sur Genève.
- La **Permanence d'accueil** (trois après-midi par semaine dans les locaux d'ASPASIE) est ouverte à toute personne vivant ou ayant vécu l'expérience de la prostitution.
- Le projet **BOULEVARDS** assure trois soirées par semaine d'accueil de nuit dans les lieux de prostitution avec un accent sur la prévention des toxicomanies (en partenariat avec l'association PREMIERE LIGNE).
- **DON JUAN** est un programme de prévention adressé aux clients de la prostitution (soutien et partenariat avec l'Association suisse contre le sida)

Statistiques des projets de proximité 2008

Contacts de proximité 2006 à 2008



Nouveaux contacts des projets 2008



Contacts APM sur les lieux de travail du sexe : cabarets, bars, salons
 Visites à la Permanence dans les locaux d'ASPASIE l'après-midi
 Contacts MSW dans les lieux « gay »
 Contacts Forum Internet MSW et communications SMS
 Contacts DON JUAN dans les bars à champagne (nouvelle approche)

Commentaires sur le projet Aspasia Prévention Migrantes (APM)

Contacts APM par lieu visité	Nombre de contacts	
	Total	Nouveaux
Prostitution de rue	521	100
Salons	395	152
Night-clubs	172	75
Bars	594	143
Autres lieux, appartements	44	14
office cantonal pop.	22	19
Total	1748	503

Les 27 **bars** connus d'APM en 2008 ont été visités entre une fois et six fois par an pour les plus importants. Deux d'entre eux ont fermé leurs portes en 2008.

Sur les 140 **salons** annoncés par la Brigade des mœurs, nous en répertorions environ 70. En 2008, l'équipe APM a tenté l'expérience de concentrer ses visites sur les 21 salons les plus grands, qui ont été visités entre trois et sept fois durant l'année. L'idée était d'éviter les pertes de temps dues au fait que les salons plus petits sont plus souvent fermés ou indisponibles lors de nos visites. A part une exception, les salons réservent un bon accueil à nos visites, ce qui nous a permis de rencontrer plus de femmes que l'année dernière (+9%), mais relativement moins de nouvelles femmes: une nouvelle sur quatre en 2008; plus d'une sur deux en 2007(201 sur 361).

Un seul des 13 **cabarets** refuse d'accueillir les visites des médiatrices APM au motif que ses employées sont été soutenues par ASPASIE dans un litige lié au contrat de travail. A partir de septembre 2008, **une séance mensuelle d'information** est organisée directement à l'Office cantonal de la population (OCP), instance responsable du permis de séjour des danseuses de cabarets. (Voir notre commentaire à ce sujet sous Séances d'information dans les cabarets, page 14)

Il est beaucoup question de la pratique des fellations sans préservatifs dans le sexe tarifé. La discussion sur le risque VIH de cette pratique a généré des dérives qui sont préoccupantes sur le terrain. Dans le sexe tarifé, le TOUJOURS AVEC est la seule règle possible dans une optique de santé sexuelle et de prévention des infections IST - on sait qu'elles sont nombreuses, invalidantes, dangereuses... - et c'est une attitude professionnelle.

Les clients recherchent toujours des rapports oraux non-protégés, les personnes les plus précarisées y cèdent. Dans le milieu et parmi les patrons de salon, on trouve des gens pour banaliser les risques - "oubliant" l'hépatite chronique, l'insoignable herpès, la syphilis asymptomatique à ses débuts, les chlamydia et leurs implications sur la fertilité ainsi que d'autres IST.

Pour des lieux médicaux ASPASIE - FRIENDLY

Le réseautage de notre équipe, et particulièrement de la responsable APM, continue de se faire avec des lieux médicaux pour que ceux-ci soient sensibilisés aux besoins des travailleuses et travailleurs du sexe. Un travail d'information est indispensable pour obtenir que les patient-e-s annonçant leur activité dans le travail du sexe soient traités comme des êtres humains semblables aux autres et faisant face raisonnablement à leurs problèmes de santé.

De précieux contacts avec des médecins et des institutions sont un atout pour que le relais puisse se faire entre le problème médical et son traitement. Une collaboration existe également avec un laboratoire privé afin de faire le lien avec des offres avantageuses de tests IST pour les personnes prostituées.

Vaccination Hépatite B

L'offre de vaccination gratuite peut continuer grâce au soutien du Médecin cantonal pour le coût des vaccins, et du Centre médical du Léman pour le suivi des injections.

BOULEVARDS 08

De plus en plus, la prostitution est investie par des populations particulièrement précarisées, en butte à toutes sortes de pièges liés aux polytoxicomanies. La présence de nuit constitue un espace de dialogue indispensable pour aborder cette problématique. Le volume et la qualité des contacts établis dans les bus montrent que ce public répond positivement aux offres d'accueil de nuit et a besoin de cette structure pour "entrer en confiance" et pour permettre le relais vers les services médico-sociaux ouverts la journée.

Le projet BOULEVARDS est aussi un moyen de suivre de manière empathique et permanente l'évolution de cette population pour adapter les messages et les campagnes de réduction des risques et de santé publique.

Détail des contacts du Projet BOULEVARDS

	2007	2008
Contact au Bvd Helvétique	290	533
Passages au minibus Place des Alpes	1398	1564
Total	1688	2097

En 2008, la présence de nuit au quartier des Pâquis continue de porter ses fruits, l'augmentation de la fréquentation du minibus témoigne du succès de ce moyen de contacts.

Par ailleurs, les plages de temps consacrées dans le grand bus au Boulevard Helvétique ont leur raison d'être malgré les chiffres modestes de la fréquentation. Depuis l'été, l'équipe a eu la surprise de constater une recrudescence de nouvelles arrivées sur le boulevard qu'on pensait plutôt être en voie de désertion, d'où l'augmentation notable des contacts par rapport à l'année précédente. Le Boulevard Helvétique reste un lieu où les femmes dans les situations les plus précaires se retrouvent, même si elles sont moins souvent usagères de drogue injectée qu'auparavant.

Le souci de PREMIERE LIGNE de chercher d'autres approches et d'explorer d'autres lieux de la mouvance toxicomane a amené les deux associations partenaires à revoir leur fonctionnement à l'interne. Un remaniement du projet a été élaboré au cours de l'année aboutissant à une réorganisation et la modification de la convention établie pour notre collaboration.

Vers une nouvelle organisation en 2009

La fonction de l'accueil de nuit, outre la réduction des risques et de la prévention, est de garder un contact de proximité grâce auquel les équipes font des relais avec les structures de jour, observent ce qui se passe, discutent des problématiques en connaissance de cause, accompagnent les changements de pratiques, adaptent les lieux et horaires de leur présence pour tenir compte des mouvements et changements.

La nouvelle mouture du projet BOULEVARDS adoptée pour 2009 renforce la complémentarité entre PREMIERE LIGNE et ASPASIE et permet, avec le même budget, d'être sur le terrain durant quatre nuits hebdomadaires au lieu de trois. Le personnel se divise en deux équipes séparées pour atteindre avec plus de souplesse certains milieux qui ne se retrouvent ni aux mêmes heures ni dans les mêmes lieux.

L'offre "soutien et accompagnement"

Les prestations de "soutien et accompagnement" se font sur demande et sur rendez-vous. Les assistantes sociales qui se partagent à deux 1,15 postes reçoivent des femmes avec lesquelles elles peuvent s'entretenir en français, espagnol, russe, allemand, anglais et polonais.

Notre objectif:

Soutenir les personnes prostituées dans leur projet de vie et les appuyer dans la défense de leurs droits.

Bénéficiaires 2007 - 2008 selon le lieu de travail et l'âge moyen

Lieu	Total des personnes		Age moyen		Total RdV ¹		Total relais ²			
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008		
Cabaret	35	38			25	26	97	92	13	26
Bars	0	0	29%	38%	40	0	0	0	0	0
Rue	41	33	34%	33%	48	43	170	174	14	23
Salon	15	8	12%	8%	40	48	61	32	10	6
Ex	21	21	17%	21%	59	47	154	75	13	8
autres	10	0	8%	10%	32	0	31	0	3	0
Total	122	100	100%	100%			513	373	53	63
MSW ³	13	11			26	27	48	54	5	9

¹ Entretiens, visites, accompagnements: Nombre total de rendez-vous

² Total relais : Relais vers d'autres services dans le social, la santé, le juridique

³ Soutien psycho-social aux travailleurs du sexe masculins

Pourquoi les statistiques des rendez-vous pris à ASPASIE sont-elles à la baisse malgré le nombre important de nouveaux contacts établis en 2008 ? Nous constatons chez les usagères qu'elles subissent toujours plus de pression, plus de précarité, plus de concurrence. On peut se demander si ces difficultés empêchent aussi, dans certains cas, de se donner du temps pour soi, même pour un rendez-vous à ASPASIE ?

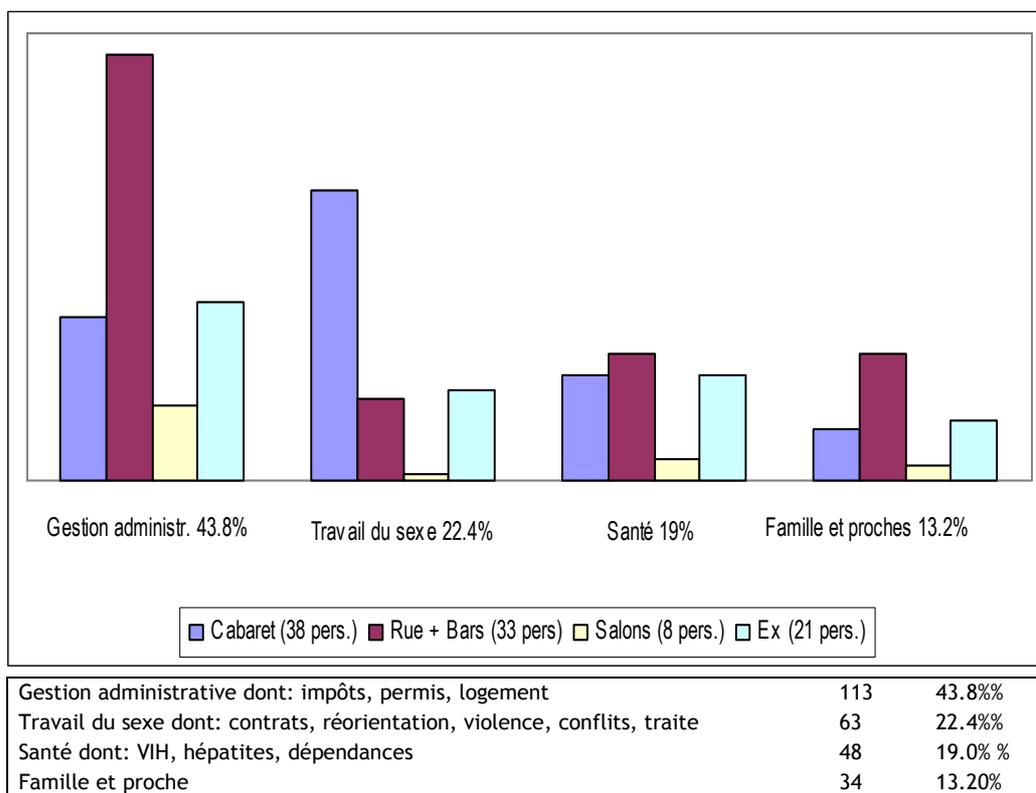
La rue et les salons sont sujets à de perpétuels changements de personnes - toujours plus enclines à passer d'une ville à l'autre, sans le projet de s'implanter. Ce type de population fait peut-être moins de demandes sociales que les personnes vivant à Genève.

Les anciennes et les personnes plus âgées en burn-out sont les plus demandeuses. Elles présentent des situations lourdes nécessitant des démarches complexes, ainsi qu'un travail au niveau communautaire.

Pré-retraite, épuisement: "Ce n'est plus comme avant"

Le contexte de la prostitution évolue, la concurrence augmente fortement et fragilise en particulier la situation de celles qui ont de nombreuses années de travail derrière elles. Sous l'impulsion de quelques usagères, un groupe de travail a été constitué avec SOS Femmes et ASPASIE pour chercher des solutions de réorientation. En parler, et chercher ensemble des voies vers le changement. Les rencontres de l'atelier "Ce n'est plus comme avant" sont planifiées en 2009.

Problématique des bénéficiaires du Soutien et Accompagnement selon le lieu de travail en 2008



Des relations difficiles avec l'Hospice général

Pour les femmes en grande difficulté de réinsertion, mais qui, malgré de réelles conditions d'indigence, essaient le plus longtemps possible de se débrouiller de manière indépendante, il est extrêmement difficile de se plier aux conditions de plus en plus restrictives et contraignantes d'obtention de l'aide de l'Hospice général.

Nous voyons des femmes qui ont besoin d'aide financière, mais ont d'énormes difficultés à se résoudre à la demander, et ensuite à satisfaire les exigences requises pour l'obtenir. Les démarches administratives que nous faisons avec elles pour compléter leur dossier nécessitent un effort concentré. Dans les cas de réorientation ou de problème de santé invalidant, l'objectif est de constituer un dossier "béton" pour éviter un nouvel échec, dans un moment où la crise et la détresse menacent sérieusement. A partir du moment où elles se résolvent à demander de l'aide, la question angoissante surgit: "avec tout ça, vais-je vraiment être aidée?"

En 2008, nous avons été appelées à soutenir des femmes dénoncées et accusées de fraude, avec arrêt immédiat de l'aide et poursuite pénale de la part de l'Hospice général. La détresse demeure, même lorsque la faute est avérée, et voilà que la prostituée devient juste une délinquante!

ASPASIE et SOS Femmes ont eu une rencontre avec l'Hospice général pour communiquer leur préoccupation face à des situations pour lesquelles il faudrait pouvoir faire un bilan des besoins avec une souplesse d'appréciation qui tiendrait compte de la spécificité de la problématique sociale d'une personne prostituée en incapacité de travail.

Les tensions engendrées par un durcissement des conditions d'attribution de l'aide sociale - comprenant aussi l'assistance judiciaire, l'aide aux victimes et le système de remboursement des pensions alimentaires - sont constatées aussi par d'autres associations féminines, qui se regroupent pour documenter les effets du durcissement des services étatiques sur les populations féminines les plus défavorisées.

Ressources sur les permis de travail

Une mise à jour de l'information sur les pratiques d'attribution des permis de travail a été faite en 2008, suite aux demandes provenant de divers pays européens. Les décisions fédérales et cantonales ont évolué sur les possibilités de permis de travail, et des divers statuts possibles pour les personnes arrivant en Suisse. Nous avons créé un groupe de travail pour recenser les informations pratiques

dans ce domaine, et échanger des informations avec ce qui se passe dans les autres cantons. Par exemple, si certaines personnes souhaitent s'établir peu de temps, elles en ont la possibilité avec l'annonce de travail à court terme (90 jours) alors que d'autres s'orientent d'emblée vers un séjour plus long. Il est prévu de mettre à disposition le document de référence sur le site FXW.ch de FAIR SEXWORK.

Logements, locaux, tarifs usuraires, procédures d'expulsion

Le problème des irrégularités liées à l'usage des locaux de travail du sexe n'a malheureusement pas évolué au cours de l'année.

En l'état actuel des choses, les effets de la concurrence, l'afflux de nouvelles personnes peu renseignées et peu intégrées sur le marché, les dysfonctionnements dans certains immeubles engendrent de nombreuses situations d'abus.

Appui juridique

En 2008, le Réseau Femmes des associations féminines prestataires de service a lancé un questionnaire auprès des avocats désireux d'intervenir sur des thèmes socio-féminins - parmi lesquels la prostitution. Cette initiative a permis de développer nos contacts en vue de renforcer le pôle de compétence juridique de notre association.

Cabarets

Le travail de soutien aux danseuses de cabaret a été intense en 2008, notamment en ce qui concerne les 14 litiges concernant les contrats de travail dans 6 cabarets: Mille et Une Nuits (4); BaTaClan (3); Pussy Cat (2); Moulin Rouge (2); Sensi (29); Velvet (1). Dans la moitié des cas, les danseuses obtiennent gain de cause, notamment sur le calcul de leur salaire, une mise en congé abusive, ou un paiement supplémentaire non justifié concernant leur logement.

Comme convenu avec l'OCIRT qui est chargé du contrôle des permis de travail dans les cabarets, toutes les démarches entreprises sont signalées à cette autorité. A notre connaissance, ces informations ne sont pas suivies d'effets, alors que, de toute évidence, les plaintes que nous recevons reflètent des habitudes et des mauvaises pratiques qui sont courantes et dont la majorité des employées n'osent pas se plaindre.

Malgré les efforts faits ces dernières années pour établir une coopération avec les autorités compétentes, nous devons constater que les atteintes au droit du travail restent nombreuses dans les cabarets genevois et qu'aucun changement n'a été observé à cet égard en 2008.

Objet des demandes d'aide des danseuses:

Litiges avec les directions	14
Sécurité sociale et assurances diverses	21
Santé, gynécologie, IST, consommation excessive et forcée de l'alcool	15
Statut et droits	7
Cours de français, alternative au travail dans les cabarets	3

Séances d'information mensuelles pour les danseuses de cabaret

Grâce une collaboration étroite entre l'Office cantonal de la population et Aspasia, les séances d'information mensuelles destinées aux nouvelles détentrices de permis L sur Genève ont été organisées dès août 2008 dans les locaux de l'OCP.

Elles s'adressent aux danseuses qui arrivent pour la première fois en Suisse, et qui ont donc particulièrement besoin d'être bien informées. L'objectif de cette initiative est d'obtenir une couverture optimale des femmes les plus exposées à un déficit d'information. Jusqu'ici, ces séances sont malheureusement trop peu fréquentées pour qu'on puisse parler d'un succès: seules 21 femmes sur 55 ont été présentes dans les 6 séances programmées (septembre 2008 à mars 2009).

Là aussi, selon nous, les autorités devraient se montrer plus fermes et imposer leurs exigences aux cabarets dont le personnel est régulièrement absent des séances.

Expertise, collaborations, documentation

Fidèle à sa mission de partage de son savoir et de son expérience en matière de prostitution, ASPASIE se tient à disposition pour répondre aux demandes des étudiants, chercheurs et autres milieux intéressés (34 entretiens en 2008) et intervenir en tant qu'invité-e-s dans des cours, lieux de formation et manifestations (15 interventions en 2008).

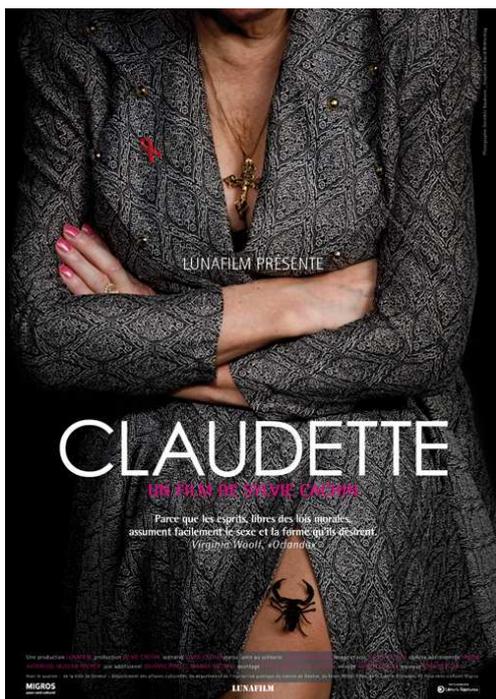
Une participation active aux plates-formes de communication entre les lieux de conseils et de prévention nous permet d'avoir une vision des besoins spécifiques du travail du sexe en matière de prévention et de politiques publiques. On peut consulter ces ressources en cliquant Réseaux sur www.aspasie.ch

www.sexworkinfo.net

Financé et appuyé par le groupe *Female SexWork* de l'OFSP et PROCORE, le projet de base de données sur la situation du marché du sexe en Suisse a pu se concrétiser en 2008 pour obtenir un outil de communication évolutif partagé par les publics concernés. On trouvera sur le site l'état des lieux sur les législations et réglementations cantonales, la jurisprudence, les politiques publiques, les besoins spécifiques de santé publique.

Engagement international

Le film Claudette de Sylvie Cachin a été invité dans plusieurs festivals et tournées en Suisse (Soleure, Berne, Genève) et à l'étranger: Lisbonne, Berlin, Montréal, le Brésil, Lubiana, Amsterdam.



Dans le sillage du film, la charismatique présidente de PROCORE et membre du comité d'ASPASIE a eu de nombreuses occasions de présenter l'esprit qui anime le mouvement pour la reconnaissance des droits dans le travail du sexe.

"Les interviews, conférences et débats publics organisés autour du film m'ont permis de présenter et donner une vision plus positive et objective des réalités du monde, de notre monde, aussi bien de la prostitution que des minorités de genres sur lesquelles les gens dits "normaux" n'ont pas toujours un regard d'acceptation, de compréhension. Le rejet existe, soit par méchanceté, soit PAR IGNORANCE, ce qui est encore plus grave, car c'est en partie de notre faute, par manque d'engagement, et peut-être par peur du regard de l'autre sur nous."

"J'ai vécu aussi ce manque de courage bien des années, avec mon genre et ma prostitution, mais depuis que j'ai connu Aspasia et surtout PROCORE, j'ai réussi, à dépasser ces stupides clichés."
www.lunafilm.ch/Claudette/

Sur le mouvement des personnes prostituées pour la reconnaissance des droits dans le travail du sexe et la migration: voir <http://www.sexworkeurope.org/resources4sw>

Avis d'ASPASIE sur le projet de loi genevoise sur la prostitution

Le Département des institutions nous l'affirme haut et fort: impossible de continuer à réglementer la prostitution dans ce canton sans faire notre "loi cantonale".

ASPASIE a fait une réponse détaillée à l'avant-projet de loi qui lui a été soumis par les autorités genevoises en automne 2008. L'essentiel de nos propositions n'a pas été retenu par le projet sorti en mars 2009. Nous présentons ici les points sur lesquels nous désirons rendre attentifs les membres du Grand Conseil qui seront appelés à se pencher sur le projet.

Nous sommes d'accord que les gérants et autres exploitants de salons soient soumis à une obligation d'annonce, au respect des conditions d'exploitation posées par la loi et à une surveillance: on regrette cependant que cette surveillance et la tenue des fichiers ne soient pas confiées à **la police du commerce** mais restent de la compétence de la Brigade des mœurs. Il est aussi regrettable que la loi ne précise pas expressément l'exigence de tenir une **comptabilité claire et transparente** de la gestion des salons (montants facturés et contributions encaissées, prix et modalités de paiement des prestations fournies par l'exploitant).

Nous demandons en outre que la disposition relative à **la prévention** soit formulée de manière plus claire et plus explicite.

Une anecdote à ce propos: un directeur de cabaret explique à notre responsable APM qu'il ne voit pas d'un bon œil la présence d'ASPASIE, associée à la prostitution, dans ses locaux, question réputation, avance-t-il. La collègue répond: "Ah oui, et pourquoi vous ne dites rien quand c'est la brigade des mœurs qui vient vous visiter?" - "Ben parce que la police, c'est obligatoire! Voilà pourquoi la loi doit dire clairement que la prévention aussi, c'est obligatoire!"

Il importe de reconnaître le rôle de **la Commission pluridisciplinaire** qui réunit les acteurs administratifs concernés et les associations concernées. Au chapitre "Organisation", la loi sur la violence domestique décrit le rôle de la commission consultative et cette commission fait partie intégrante du dispositif mis en place par cette loi.

Il faut protéger **les droits des petites indépendantes qui travaillent à leur domicile**: en effet, les "salons", tels que définis dans le projet de loi, devront avoir l'autorisation écrite du bailleur pour ouvrir l'établissement. Les personnes qui travaillent à domicile n'obtiendront jamais cette autorisation. La majorité des "salons" à Genève sont de toutes petites entreprises de femmes qui travaillent chez elles, seules ou à deux. Quel sort réserve le projet de loi à ces petites indépendantes? Il est déjà de plus en plus difficile pour les indépendantes d'obtenir des locaux ou d'exercer à leur domicile et il est certainement à craindre qu'une réglementation centrée comme en l'occurrence sur les responsables de salons ne favorise encore la disparition des formes d'organisation indépendante de l'activité et la prolifération des intermédiaires.

Les **établissements soumis à la Loi restauration/débats de boisson** n'ont pas été inclus dans le projet de loi, qui estime devoir et pouvoir imposer à tout établissement de ce genre une interdiction d'abriter des prestations sexuelles tarifées en leur sein: les vingt-cinq bars et treize cabarets où il est notoire que la prostitution s'exerce vont-ils réellement devoir fermer les "séparés" et bannir tout échange de prestations sexuelles tarifées de leurs locaux? Ou la police continuera-t-elle à observer cette zone grise du coin de l'œil? Conséquence de ce dernier cas de figure pour les personnes prostituées qui travaillent dans ces établissements: pas de statut, possibilité de chantage, donc vulnérabilité et risques accrus d'abus de détresse.

Pour ces raisons notamment, le projet de loi en l'état actuel nécessite d'être soigneusement revu et corrigé si l'on veut réellement atteindre les buts qui ont justifié la décision de légiférer, à savoir: améliorer la sécurité et le respect du droit dans le secteur, protéger les victimes de prostitution forcée, lutter contre l'usure et les abus en matière de prostitution, favoriser la prévention.

L'approche de la traite des femmes depuis le terrain: prévenir les violences dans le travail du sexe, soutenir les personnes impliquées

Prévenir l'exploitation et la violence envers les femmes, ce n'est pas la même chose qu'interdire la prostitution. Tout le monde a le droit d'être protégé contre l'exploitation et la violence, y compris les femmes migrantes travailleuses du sexe.

Preventing exploitation of and violence against women is not the same as eradicating prostitution. Everyone has the right to be protected against exploitation and violence, including migrant sex workers.



WORK SAFE IN SEXWORK
A European Manuel on Good Practices in the work WITH and FOR sex workers, 2008.

La présence du thème "violences" est intégrée à tous les niveaux du travail d'ASPASIE.

Dans les entretiens de **prévention**, les intervenantes APM abordent systématiquement le thème de la violence. Elles constatent que les femmes sont souvent prêtes à en parler, et saisissent l'occasion qui leur est offerte pour nommer, prévenir, réagir! - selon la formule utilisée dans les brochures de prévention.

Dans les consultations de **soutien** et accompagnement, le thème revient souvent. L'espace confidentiel et protégé des entretiens répond au premier besoin des personnes subissant des contraintes et des violences liées à leur travail de prostitution: un moment pour soi permettant de "restaurer la confiance des personnes envers elles-mêmes et envers les institutions" (Marché du sexe et violences à Genève, Földhàzi et Chimienti, Université de Genève, 2007, p. 95). L'étude le confirme: en général les femmes ne comptent que sur elles-mêmes, elles "encaissent" les coups ou les situations de pression sans recourir à l'action judiciaire ni aux autres offres institutionnelles, qu'il s'agisse de consultation médicale, d'aide aux victimes, de soutien juridique. C'est notre travail d'informer les femmes sur leurs droits, et de prévoir aussi avec elles les conséquences défavorables si elles recourent à la police et à la justice.

La reconnaissance du travail du sexe comme activité licite est un grand atout pour que les personnes qui l'exercent accèdent aux mêmes droits que les autres, et que les lieux de prostitution ne soient pas un monde à part dans lequel la contrainte et l'exploitation sont banalisés parce qu'ils font partie des "risques du métier".

La prostitution reste un secteur propice à des abus et des profits usuraires. La police des mœurs est compétente pour intervenir dans la répression des infractions touchant le domaine de la prostitution, notamment en matière de prostitution forcée, d'abus de détresse, d'usure.

Une lutte efficace contre les abus en matière de commerce sexuel nécessite non seulement que la prostitution soit une activité licite mais aussi qu'elle soit reconnue comme une branche économique dans laquelle les droits fondamentaux et le droit du travail soient respectés. La surveillance du commerce du sexe et la répression des infractions pénales qui s'y produisent en sera d'autant plus efficace et facilitée.

Au niveau plus institutionnel, les associations ont aussi leur rôle à jouer pour constituer en coopération un réseau d'acteurs compétents autour du marché du sexe capable d'appliquer au problème de la violence et de la prostitution forcée la "politique des quatre piliers": **prévention, réduction des risques, accès aux soins et répression.**

Bibliographie sur la problématique de la traite

Traite des personnes en Suisse: quelles réalités, quelle protection pour les victimes? Joëlle Moret, Denise Efnay-Mäder, Fabienne Stants. SFM et Université de Neuchâtel, 2007.

Dans ce rapport scientifique, les ambiguïtés des accords internationaux sur la traite ne sont pas gommés (par exemple le commentaire sur le flou du Protocole de Palerme, qui ne définit pas les notions de consentement, ni d'exploitation, p. 42). Le risque des dérives sécuritaires qui mettent l'accent sur la répression plutôt que sur le droit à la protection des victimes est également mentionné (p. 47): "Alors que la lutte contre les auteurs est explicitement mentionnée, la protection des victimes apparaît dans les textes juridiques de façon plus fragmentée et limitée"... En Suisse (comme dans d'autres pays), les personnes victimes de traite sont dans la plupart des cas elles-mêmes auteurs d'un délit puisqu'elles contreviennent à la législation sur les étrangers. Interpellées lors de contrôles policiers, elles sont dans de nombreux cas arrêtées et/ou expulsées pour ce motif avant que des investigations suffisantes n'aient pu démontrer leur situation de victime et leur droit à une protection adaptée.

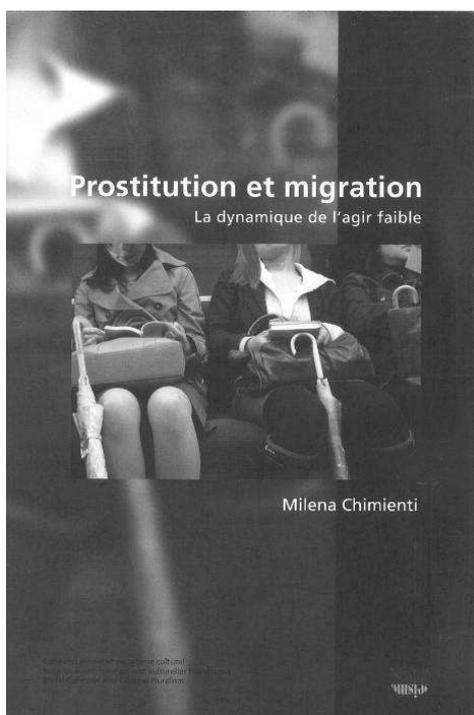
Notre sélection critique à consulter sur www.aspasie.ch

Ce que le mélange entre expertise et militantisme peut produire de pire. Lilian Mathieu, A propos de ATTAC, *Mondialisation de la prostitution, atteinte globale à la dignité humaine*, Paris, Mille-et-une-nuits, 2008, Editions Syllepse. Paru dans: Contretemps.eu.

Trafficking, modern slavery and the Human Security Agenda. Julia O' Connell Davidson in: Human security Journal, vol 6, Spring 2008

Sexe, Esclaves et Citoyens: les politiques anti-traffic. Bridget Anderson et Rutvica Andrijasevic Soundings: une revue de la politique et de la culture, Numéro 40 Automne 2008. Traduction française de Thierry Schaffhauser, janvier 2009)

Remettre en question la notion de 'place': Quitter son pays pour le sexe. Laura M^a Agustín. *ConStellation*, 8, 1, 51-65.



Prostitution et migration, la dynamique de l'agir faible. Milena Chimienti. Editions SEISMO, 2009 (398 pages)

Nous avons le plaisir de vous recommander la lecture d'une précieuse contribution qui nous place en face de la réalité du marché du sexe en Suisse romande, au-delà des préjugés et du sensationnel.

Comme il s'agit d'une thèse, il y a beaucoup à lire et des idées sociologiques à creuser. Que les pragmatiques avides d'information y mettent leur nez, ils ne seront pas déçus non plus. Les données sur les conditions de vie et de travail du sexe dans les salons, les bars et les cabarets sont récoltées dans 55 interviews, complétées par une analyse minutieuse du statut accordé aux femmes selon le canton où elles exercent. Les cas de Neuchâtel et Genève sont analysés pour illustrer l'évolution de l'attitude des pouvoirs publics concernant la prostitution. Le vécu exprimé par les femmes est commenté à travers une réflexion sur l'"agir faible": étant donné les contraintes dans lesquelles elles vivent, comment les travailleuses du sexe mobilisent-elles leurs ressources pour veiller sur elles-mêmes et se maintenir en santé ?

Un outil de référence incontournable

Les comptes 2008

ASSOCIATION ASPASIE Genève

BILAN AU 31 DECEMBRE 2008 (avec chiffres comparatifs 2007)

A C T I F

	<u>Note</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
		<u>CHF</u>	<u>CHF</u>
ACTIFS CIRCULANTS :			
Caisse, CCP et banque		79'928.03	143'062.97
AFC, impôt anticipé		79.46	28.75
Stock de matériel de prévention		3'400.00	0.00
Charges payées d'avance		4'115.85	366.00
Produits à recevoir		17'078.50	2'194.00
		<u>104'601.84</u>	<u>145'651.72</u>
ACTIFS IMMOBILISES :			
Agencement des locaux		1'200.00	0.00
Dépôt garantie		5'701.55	5'666.75
		<u>6'901.55</u>	<u>5'666.75</u>
		<u>111'503.39</u>	<u>151'318.47</u>

P A S S I F

FONDS ETRANGERS :			
Créanciers		5'632.15	4'419.30
Charges à payer		23'893.40	41'922.35
Produits reçus d'avance		11'000.00	0.00
		<u>40'525.55</u>	<u>46'341.65</u>
FONDS AFFECTES : (4)			
Fonds affectés projet Assist.Juridique et Judiciaire		17'778.40	20'000.00
Fonds affectés projet Recherche Violence		1'660.55	9'065.55
Fonds affectés projet Parc Informatique		5'286.10	7'500.00
Fonds affectés projet Brochure Trans		549.85	589.85
		<u>25'274.90</u>	<u>37'155.40</u>
FONDS PROPRES : (5)			
Fonds propres au 1er janvier		10'575.97	21'041.52
Fonds de réserve trésorerie		50'000.00	50'000.00
Fonds de réserve projet Centre Grisélidis Réal (ex.CIDOP)		0.00	7'245.45
Excédent des produits / (charges)		(14'873.03)	(10'465.55)
		<u>45'702.94</u>	<u>67'821.42</u>
		<u>111'503.39</u>	<u>151'318.47</u>

ASSOCIATION ASPASIE
Genève

COMPTE D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE ARRETE LE 31 DECEMBRE 2008
 (avec chiffres comparatifs 2007)

	<u>Note</u>	<u>2008</u> CHF	<u>Budget 2008</u> CHF	<u>2007</u> CHF
PRODUITS				
Subventions	(6)	670'465.00	653'559.95	679'590.00
Remb.charges Centre Grisélidis Réal		5'940.50	0.00	0.00
Ventes de matériel de prévention et divers		23'461.50	22'319.50	22'322.50
Dons et cotisations	(7)	4'478.00	7'500.00	6'695.00
		<u>704'345.00</u>	<u>683'379.45</u>	<u>708'607.50</u>
CHARGES				
Frais du personnel	(8)	599'033.60	592'550.00	572'636.10
Frais des activités et des projets	(9)	58'091.85	53'069.95	75'253.05
Achats de matériel de prévention		23'648.50	22'319.50	22'319.60
Frais administratifs & autres charges	(10)	65'165.64	59'636.00	60'859.95
Amortissements		300.00	0.00	0.00
		<u>746'239.59</u>	<u>727'575.45</u>	<u>731'068.70</u>
Excédent des charges sur les produits		(41'894.59)	(44'196.00)	(22'461.20)
Résultat financier et autres résultats	(11)	7'895.61	(241.00)	7'153.10
Résultat des fonds affectés et libres	(4/5)	19'125.95	0.00	4'842.55
Excédent des produits / (charges)		<u>(14'873.03)</u>	<u>(44'437.00)</u>	<u>(10'465.55)</u>

DETAILS DES SUBVENTIONS 2008

Ville de Genève	427'000.00
Communes genevoises :	
Choulet, Jussy, Meinier	400.00
Carouge	1'000.00
Cologny	2'000.00
Plan-les-Ouates	3'000.00
Pregny Chambésy	2'000.00
Thônex	4'000.00
Veyrier	2'500.00
Projet "Boulevards", Première Ligne	131'151.00
Projet "MSW", Aide Suisse contre le Sida	35'190.00
Projet "FSW", Aide Suisse contre le Sida	8'890.00
Projet "Don Juan et Eurofoot", Aide Suisse contre le Sida	10'340.00
Projet "Les Experts"	
Etat de Genève	4'500.00
Ville de Genève	5'000.00
Ville de Genève, subvention exceptionnelle	5'000.00
Loterie Romande	10'000.00
SI, Genève	6'000.00
Théâtre de l'Usine	4'494.00
Projet de recherche, Fondation Agnodice	8'000.00
TOTAL SUBVENTIONS	670'465.00

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Existant initial	Dotation	Utilisation	Existant final
<i>Moyens provenant des capitaux propres :</i>				
• Capital au début de l'exercice	10'576	0	0	10'576
• Fond de réserve trésorerie	50'000	0	0	50'000
• Fond de réserve projet Grisélidis Réal (ex.CIDOP)	7'245	0	-7'245	0
• Résultat de l'exercice	0	0	-14'873	-14'873
Total du capital de l'association	67'821	0	-22'118	45'703
 <i>Moyens provenant des capitaux étrangers (fonds affectés) :</i>				
• Fonds affectés au projet Assist.Juridique et Judiciai	20'000	0	-2'222	17'778
• Fonds affectés au projet Recherche Violence	9'066	0	-7'405	1'661
• Fonds affectés au projet Parc Informatique	7'500	0	-2'214	5'286
• Fonds affectés au projet Brochure Trans	590	0	-40	550
Total des capitaux étrangers (fonds affectés)	37'155	0	-11'881	25'275

FairSexWork: un travail du sexe respectueux, un travail du sexe respecté!

Sous l'impulsion d'une travailleuse du sexe et d'un groupe de travail, Aspasie a soutenu la création d'une plateforme de contact entre les quatre partenaires principaux du travail du sexe:

- les travailleuses et les travailleurs du sexe
- les clients
- les gérants de lieux de travail du sexe
- les publicitaires du sexe tarifé

Visitez Fair Sexwork @ www.fairsexwork.ch ou www.fxw.ch

Nous attendons avec impatience vos commentaires dans notre boite de contact en ligne!

FAIRSEXWORK

Fairsexwork c'est FXW pour les ... Partenaires Liens Contact

Toujours avec !
FxW.CH

FxW.CH... un travail du sexe qui implique:

- ▶ les travailleuses et les travailleurs du sexe
- ▶ les clients
- ▶ les gérants de lieux de travail du sexe
- ▶ les publicitaires du sexe tarifé

FxW.CH... un travail du sexe respectueux, un travail du sexe respecté !

Home
Les lois et directives
Pratiques sexuelles et risques d'infections
Infections sexuellement transmissibles ISTs
Matériel et techniques de prévention ISTs
Violences
Drogues et alcool
Centres médicaux, laboratoire et testing

Qui est en ligne ?
Nous avons 1 invité en ligne
001904